

Réunion publique de la liste Rennes 100% public

« Après dimanche, notre combat continuera, organisons-nous pour cela ! »

Près de 50 personnes ont assisté jeudi soir à la Salle du Jeu de Paume à la réunion publique de la liste Rennes 100% public. Une assemblée marquée par de nombreux témoignages montrant les conséquences désastreuses des politiques de privatisation et d'attaques contre les droits ouvriers mises en œuvre par les gouvernement successifs et relayées par la municipalité sortante. Mais surtout, elle a exprimé une réelle volonté de combattre et de s'organiser pour que les exigences portées par la liste, notamment le maintien de l'hôpital sud, continuent à s'exprimer après les élections.

Dans le contexte sanitaire actuel, **l'exigence du droit à la santé et de la sauvegarde de l'hôpital public** est revenue comme une revendication majeure. « Notre liste est la seule à s'opposer à la fermeture de l'hôpital sud mais aucun candidat n'a le mandat pour le fermer et supprimer 400 lits supplémentaires », a rappelé Pierre Priet, qui conduit la liste.

« Dans la lutte contre le coronavirus, si on n'est pas encore passé au stade 3, c'est à cause du manque de lits, du manque de moyens, du manque de médecins et de personnel soignant » résultant de la politique de casse de l'hôpital public dénoncée depuis des mois et des mois par les salariés de ce secteur, explique Mikael Vivier, syndicaliste, agent de conduite à « feu » la SNCF, candidat sur la liste. On ne peut pas continuer à les laisser faire car « nous enlever notre protection en matière de santé, c'est le premier pas pour privatiser complètement la Nation », renchérit Olivier Péan, surveillant pénitencier, également candidat.



« **Après la santé, c'est l'éducation** », ajoute-t-il. En effet, souligne Pierre Priet, pour les capitalistes, la santé coûte trop cher, l'éducation coûte trop cher ». Plusieurs témoignages reviennent sur les attaques conduites depuis des années contre l'école publique avec la succession des réformes et des fermetures de classes.

« Ces réformes ont eu un impact considérable : les effectifs par classe ont explosé, les conditions de travail se sont dégradées, des postes ont été supprimés », explique un enseignant en lycée professionnel. IL évoque notamment la suppression des structures d'accueil spécialisées qui fait que tous les élèves relevant de ces structures se retrouvent dans des classes qui ne sont pas adaptées. Un problème également soulevé par Sophie Bourdel, éducatrice spécialisée.

Loïc Douard, enseignant et colistier, évoque, lui, les difficultés rencontrées par les écoles rennaises en raison des nombreuses fermetures cautionnées par la mairie depuis plusieurs années, notamment dans les quartiers populaires.

« On va vers l'exclusion de l'éducation », lance un père de famille confronté pour l'un de ses fils à la mise en œuvre de Parcours sup. Un autre participant dénonce la destruction du bac comme diplôme national organisée par Blanquer. « C'est le droit d'entrer à l'université qui est remis en cause ».

« En raison du coronavirus, Blanquer ferme les écoles. C'est l'école à la maison, la privatisation de l'école, le chacun pour soi. Tant mieux si tu as de l'argent », déclare Pierre Priet.



En matière de logement, notre liste veut des logements accessibles aux classes populaires. Nous voulons des loyers raisonnables qu'on puisse bloquer, encadrer. Quelqu'un qui gagne 1200 euros par mois ne peut pas payer 800 euros de loyer», défend Mikael Vivier. « C'est en améliorant le logement, en payant le travail à sa juste valeur qu'on améliorera pour une bonne part le problème de l'insécurité », affirme-t-il.

Anaïg Douard, salariée de la restauration et candidate, a adressé un message à la réunion dans laquelle elle demande « qui peut encore vivre à Rennes en 2020 lorsqu'on est un ménage à petit revenu ? L'immobilier a explosé (+8% en un an). Il faut payer 1056 euros par mois pour s'acheter un T3. A côté de cela, la municipalité a déboursé 107 millions d'euros pour la rénovation du Couvent des Jacobins. La dette par habitant est passée de 807 à 947 euros par habitant en raison des remboursements aux banques ».

« On voudrait nous réduire à la survie. Ce qu'on cherche à faire entendre c'est que nous souhaitons une vie juste », lance Olivier Péan. Une des conditions pour cela c'est d'en finir avec des politiques uniquement au service des intérêts privés et de défendre les droits ouvriers. Cela passe notamment par la **remunicipalisation des services publics**.

« Cette exigence est pour nous centrale », explique Pierre Priet dressant la liste des services publics à remunicipaliser à Rennes : les transports gérés par Keolis, dans le cadre d'un contrat pour lequel tous les élus de Rennes Métropole ont voté pour, les ordures ménagères (Suez), les parkings (Citedia), les équipements culturels tous gérés par le privé comme le Couvent des Jacobins (Destination Rennes). A Rennes, même le marquage au sol sur les chaussées et l'élagage des arbres ont été confiés à des sociétés privés. Et même quand, ils sont gérés comme l'eau par une « société publique locale », il faut savoir que ces structures, créés par l'union européenne, sont des structures de droit privé même si des élus siègent à leur conseil d'administration, ajoute-t-il.



La défense des droits ouvriers, c'est aussi **la gratuité immédiate des transports en commun**, largement évoquée également dans la réunion. « On se bat pour un système 100% public qui n'a pas vocation à rechercher le profit. La gratuité des transports sur le réseau STAR est une question de volonté politique », assure Mikael Vivier. Il cite notamment l'exemple de Dunkerque où la gratuité a été mise en œuvre avec succès. « Le réseau s'est développé », dit-il. « Et les incivilités ont diminué car les gens prennent soin de leurs transports ».

Plusieurs intervenants insistent également sur la nécessité du rétablissement ou de la modernisation des « petites lignes » SNCF entre Rennes et les localités voisines, comme la ligne Rennes-Fougères.

Louis Renault, postier retraité et candidat, évoque pour sa part le long combat mené par des postiers rennais **contre les fermetures des bureaux de poste** et les réorganisations permanentes. « La municipalité d'Appéré n'a pas dit un mot en soutien aux postiers. Pire en 2016 et 2017, elle a laissé fermer 6 bureaux de poste de quartier malgré l'opposition de la population et des organisations

syndicales. Il y a eu deux votes au Conseil municipal pour la suppression de ces bureaux au nom des marges de la poste », explique-t-il.

A la Ville de Rennes, ce sont 350 postes de fonctionnaires territoriaux qui ont été supprimés sur le dernier mandat. Pierre Priet lit la lettre d'un syndicaliste retraité à la maire de Rennes dans laquelle il pointe les conséquences de la mise en œuvre de la loi de transformation de la Fonction publique territoriale qui limite le droit des agents, instaure la rémunération au mérite, permet de privatiser les contrats de Travail, transfère des services entiers au privé et limite le droit de grève, à l'initiative d'ailleurs d'un responsable du personnel de la ville de Rennes, président des DRH des grandes collectivités.

Au cœur de la réunion, s'est exprimée une volonté claire : avec cette liste nous entendons rejeter cette politique de privatisation, nous voulons sanctionner ceux qui à l'Élysée et au gouvernement mènent cette politique contre la population et tous ceux qui à la municipalité ne font que la relayer. Nous voulons exiger le retrait de la réforme des retraites.

« Avec cette liste, nous avons commencé à apporter des réponses, nous avons commencé à nous organiser. Après dimanche il faudra continuer à nous organiser pour mener ce combat », a conclu Pierre Priet, proposant la tenue d'une nouvelle réunion des colistiers quelques jours après les élections. Il a appelé les participants à rejoindre le POID, qui soutient la liste, et à s'abonner à la Tribune des Travailleurs.

395 euros de soutien financier ont été collectés à l'issue de la réunion.